

Convention collective

IDCC : 9112. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE LA ZONE VITICOLE
(AUDE)**

(21 juillet 1998)

(Etendue par arrêté du 19 octobre 1998,
Journal officiel du 22 octobre 1998)

AVENANT N° 23 DU 3 NOVEMBRE 2008

NOR : *AGRS0997026M*

IDCC : *9112*

Entre :

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre de la zone viticole de l'Aude,

D'une part, et

La section fédérale FO,

Le syndicat départemental CFDT de l'agriculture de l'Aude ;

L'union départementale CFTC de l'Aude ;

L'union départementale CGT de l'Aude,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le contenu de l'article 82 « Régime de prévoyance collective » est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Quel que soit le type de son contrat de travail (à durée indéterminée, à durée déterminée, à temps complet ou à temps partiel), tout salarié relevant de la présente convention, à l'exclusion des cadres qui sont affiliés à la CPCEA, bénéficie d'un régime de prévoyance dans les conditions définies ci-après, dès qu'il justifie de 30 jours d'ancienneté ininterrompue chez le même employeur ou dans la même entreprise.

Le régime est géré par :

- CRIA-Prévoyance (siège social sis 50, route de la Reine, 92105 Boulogne-Billancourt Cedex) pour les exploitations viticoles situées dans les arrondissements de Narbonne et Carcassonne, à l'exception des cantons d'Alzonne et de Montréal ;

- AG2R Prévoyance (siège social sis 37, boulevard Brune, 75680 Paris Cedex 14) pour les exploitations viticoles situées dans l'arrondissement de Limoux et les cantons d'Alzonne et de Montréal ;
- l'organisme désigné pour assurer la couverture de la garantie rente éducation prévue dans le régime est l'OCIRP, organisme commun des institutions de rente et de prévoyance (siège social sis 10, rue Cambacérès, 75008 Paris). »

Article 2

Ce régime apporte les garanties suivantes :

1. Garantie décès

En cas de décès d'un salarié, quelle qu'en soit la cause, avant son départ à la retraite, il est versé au profit d'un ou de plusieurs bénéficiaires un capital fixé comme suit :

- quelle que soit la situation familiale du salarié au jour du décès : 100 % du salaire annuel de référence ;
- une majoration par enfant à charge égale à 25 % du salaire annuel de référence.

De plus, il est versé à chaque enfant à charge au moment du décès une rente temporaire dont le montant annuel est égal :

- jusqu'au 13^e anniversaire : 5 % du salaire de référence ;
- au-delà du 13^e anniversaire jusqu'au 19^e anniversaire : 10 % du salaire de référence ;
- au-delà du 19^e anniversaire jusqu'au 26^e anniversaire si l'enfant poursuit ses études : 15 % du salaire de référence.

2. Invalidité permanente et absolue

Dès la reconnaissance par la Mutualité sociale agricole de l'état d'invalidité permanente et absolue (3^e catégorie de la sécurité sociale) de l'assuré, avant son départ à la retraite, le capital et la rente éducation prévus en cas de décès peuvent être versés à l'assuré par anticipation à sa demande.

Ces versements mettent fin à la garantie en cas de décès de l'assuré.

3. Garanties indemnités journalières en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident, professionnel ou non, le salarié bénéficie d'une indemnité journalière en complément de celle versée par la Mutualité sociale agricole. Les indemnités journalières seront égales à 85 % du salaire de référence compte tenu des prestations de la Mutualité sociale agricole.

Charges sociales :

Pendant toute la durée du contrat de travail du salarié et au plus tard jusqu'au 365^e jour d'arrêt, les indemnités journalières complémentaires servies par l'organisme de prévoyance désigné sont majorées de 50 % au titre des charges sociales forfaitisées.

Les indemnités journalières sont versées dès le premier jour d'arrêt de travail en cas d'accident de travail, de trajet ou de maladie professionnelle et à compter du 4^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée. Cette franchise s'applique à l'occasion de chaque arrêt de travail.

Les prestations cessent dans les cas suivants :

- dès la reprise du travail ;
- à la date de reconnaissance de l'état d'invalidité ou d'incapacité permanente professionnelle ;
- à la liquidation de la pension de vieillesse ;
- au jour du décès ;
- au plus tard au 1 095^e jour d'arrêt.

4. Garanties invalidité, incapacité permanente

En cas d'incapacité permanente consécutive à un accident de travail ou à une maladie professionnelle au taux minimum de 66 %, ou en cas d'invalidité reconnue par la Mutualité sociale agricole en 1^{re}, 2^e ou 3^e catégorie, le salarié bénéficie d'une rente égale à 85 % du salaire de référence, sous déduction des prestations brutes de la Mutualité sociale agricole (sauf prestation majoration pour assistance d'une tierce personne attribuée par la MSA).

Les prestations sont versées aussi longtemps que le bénéficiaire perçoit une rente d'invalidité de la Mutualité sociale agricole et cessent :

- à la liquidation de la pension de vieillesse ;
- à la date où le taux d'incapacité de travail ou maladie professionnelle devient inférieur à 66 %.

5. Taux et assiette de cotisation

La cotisation destinée au financement des garanties décès est égale à 0,52 % ; elle est entièrement à la charge de l'employeur.

La cotisation correspondant aux garanties indemnités journalières est égale à 1,61 %. La part correspondant aux obligations de maintien de salaire de l'employeur et aux charges sociales patronales est égale à 1,08 % ; elle est à la charge de l'employeur. La part correspondant à l'incapacité temporaire en complément des obligations légales de maintien de salaire de l'employeur représente un taux de 0,53 % entièrement à la charge du salarié.

La cotisation correspondant aux garanties invalidité, incapacité permanente est égale à 0,50 %, dont 0,25 % à la charge de l'employeur et 0,25 % à la charge du salarié.

Pour la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010, il est fait application d'un taux d'appel de 76 % des taux contractuels, soit :

- 0,40 % pour les garanties décès, dont 0,13 % pour les rentes éducation (100 % employeur) ;
- 1,22 % pour les garanties indemnités journalières, dont 0,82 % à la charge de l'employeur (maintien de salaire et charges sociales) et 0,40 % à la charge du salarié (incapacité temporaire) ;
- 0,38 % pour les garanties invalidité, incapacité permanente (50 % employeur, 50 % salarié).

Soit un taux d'appel global pour cette période de 2 %, dont 1,41 % à la charge de l'employeur et 0,59 % à la charge du salarié.

En fonction des résultats techniques du régime, ce taux d'appel pourra être renouvelé au-delà du 31 décembre 2010.

6. Date d'effet

La date d'effet du présent accord est fixée au 1^{er} janvier 2009.

Article 3

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé au secrétariat du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Aude.

Fait à Carcassonne, le 3 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)